lorsque vers 1630, éclata entre les habitants du ressort et le seigneur du lieu un procès curieux rapporté par Henrys qui avait même écrit dans la cause. Après avoir posé en principe, que suivant les règles du droit féodal, toute transaction passée entre le seigneur et les emphytéotes, était sans valeur quand elle renfermait des charges plus fortes que celles portées dans les anciens terriers, ce Jurisconsulte nous raconte que le seigneur de Vaudragon, ayant profité des troubles causés par les guerres civiles, et de la présence des troupes dans ses domaines, avait, par un traité, fait engager ses habitants et justiciables à lui payer chaque année un bœuf gras. Cette redevance fut acquittée par eux pendant plusieurs années. Mais quand des temps plus calmes revinrent, ils refusèrent formellement d'exécuter à l'avenir cette obligation moins onéreuse qu'arbitraire. De là un procès s'engagea devant le bailli du Forez. Le seigneur invoqua la transaction. Mais les habitants demandèrent la reproduction des titres énoncés dans ce traité. Vainement le seigneur alléguait qu'ils s'étaient perdus pendant les guerres civiles et les maladies contagieuses ; ces documents n'ayant pu être reproduits, le bailli du Forez et la Cour sur l'appel, annulèrent la transaction et déchargèrent les habitants de la redevance qui leur avait été imposée (1).

Alors même qu'à ce litige ne se rattacherait pas le nom illustre d'Henrys, ce fait méritait d'être rapporté ici ; car il nous révèle un immense progrès dans l'émancipation des populations rurales. Quand on voit ainsi de faibles paysans résister à de puissants seigneurs, et parvenir à faire triompher la justice de leur cause devant les tribunaux du Roi, on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'on est loin du temps où avait cours ce dicton vulgaire : *Entre toi, vilain, et ton seigneur, il n'y a pas de juges, fors Dieu*. On sent qu'un pouvoir plus ré-

(1) OEuvres de C. Henrys. I. p. 847.